

INTRODUCTION

Étienne LE ROY

Sous le titre des « enjeux initiaux », nous présentons une sélection des textes qui avaient été diffusés préalablement aux journées d'études de septembre 1980 dans un dossier intitulé « Problèmes fonciers en Afrique noire ». L'objectif visé par le comité scientifique de préparation de ces rencontres était, en effet, de proposer aux futurs participants une problématique cohérente qui puisse servir de base aux échanges scientifiques. Nous espérons ainsi introduire des préoccupations communes permettant ensuite de partager le même langage et éventuellement les mêmes explications.

Pour répondre à cet objectif, le comité scientifique a travaillé en deux temps.

Dans un premier temps, de mars 1979 à avril 1980, le comité a sollicité de ses membres des contributions permettant progressivement d'identifier une problématique transdisciplinaire. A partir d'un texte d'orientation de membres du Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris et après avoir examiné la façon selon laquelle chaque discipline abordait notre objet scientifique et tentait de définir le « foncier », nous avons reconnu qu'une définition exhaustive et unitaire du « foncier » serait illusoire. L'introduction de notre document avertissait donc que « la notion ou le qualificatif sont employés dans notre texte dans des usages partiellement différenciés, restreints pour les juristes, beaucoup plus larges pour les sociologues, les économistes et les géographes ».

En effet, la difficulté d'une définition commune ne devait pas masquer un obstacle plus important consistant à identifier un mode commun d'approche de notre objet. Retenant la proposition de H. Fréchou, nous avons posé comme axiome une définition de l'objet foncier comme « l'ensemble des rapports entre les hommes impliqués par l'organisation de l'espace », qui nous permettrait ensuite de choisir, parmi les multiples interprétations possibles, une lecture de ce que les pratiques foncières révèlent pour une compréhension des organisations sociales.

Dans cette perspective nouvelle, les contributions des membres du comité prenaient un autre sens. Une nouvelle question apparaissait : « Le foncier, à quoi sert-il ? » Puis, cette question se trouvait elle-même subdivisée en deux interrogations principales :

- Comment la notion est-elle apparue dans la littérature scientifique, la réponse relevant de la sociologie de la connaissance et de l'épistémologie ?
- Comment la notion est-elle actuellement utilisée, dans quels discours, et pour quels objectifs ?

Une dizaine de contributions ont été présentées et discutées dans le cadre des réunions du comité scientifique et certaines d'entre elles ont été diffusées à la suite du rapport introductif dont la rédaction a occupé les membres du comité d'avril à juin 1980.



F 9 5 8 5 + 1 2

Dans un second temps, nous avons cherché à concrétiser l'idée d'une déclaration commune engageant les membres du comité scientifique. Les exigences de la synthèse et les contraintes du calendrier n'ont pas permis que l'ensemble des intervenants du comité assume la responsabilité collective d'un texte que nous voulions court (il sera cependant d'une quarantaine de pages), et interrogateur, pour provoquer les débats plutôt que pour imposer une doctrine. Ce « rapport introductif », repris dans le chapitre 1 dans la forme dense originale, a été signé par six d'entre nous sans être cependant désavoué par les autres membres du comité. Cette publication du rapport introductif est suivie de la rediffusion – dans le chapitre 2 – de cinq contributions qui éclairent, pour les quatre premières, la notion de « référent pré-colonial » comme modèle explicatif des rapports fonciers apparu au plus fort de la mise en valeur coloniale pour justifier l'intervention étrangère dans les rapports fonciers. Ainsi que le soulignent clairement les intitulés et le contenu de ces contributions, l'objectif des auteurs était d'opérer un recensement critique des modalités d'apparition puis de reproduction d'un mode d'explication qui cherche à se prévaloir des attributs scientifiques pour mieux masquer ses fonctions sociales, politiques et idéologiques.

L'analyse des conditions d'apparition et d'utilisation de ce « référent pré-colonial » débouche ainsi sur la contestation de certaines approches et de certaines lectures usuelles sans condamner toute possibilité de reconstitution, sur des bases plus « expérimentales », des rapports fonciers africains pré-coloniaux. Notre commun souci d'insister sur les conditions socio-politiques d'utilisation de ce mode caricatural d'explication n'avait donc pour objectif que de lever un obstacle épistémologique majeur à la poursuite de la réflexion.

Cette réflexion, centrée sur les pratiques administratives et populaires, les représentations autochtones, les modes d'action communautaires..., est éclairée par une dernière intervention, de Ph. Haeringer, qui justifie « une approche pragmatique des situations foncières ».

Ces explications permettent ainsi d'appréhender les enjeux initiaux que proposaient les membres du comité scientifique : opérer une critique de nos pratiques scientifiques pour mettre en évidence, derrière les insuffisances ou les facilités, les vrais problèmes. Ces vrais problèmes devaient être abordés à des échelles différentes (aux niveaux local, national et international), en respectant les dynamiques vécues (dont nous tenterions d'être les interprètes les plus fidèles) et en confrontant les expériences des chercheurs tant universitaires que praticiens, experts ou administrateurs africains et africanistes. Enfin, derrière la notion controversée (et vite abandonnée) « d'espace de liberté », surgissaient deux préoccupations essentielles :

- mesurer les capacités d'intervention de l'État africain à l'aune non des discours officiels mais à celui des pratiques sociales observées... « au ras du sol », « par le bas », dans les bidonvilles et les campagnes africaines ;

- insérer dans nos interprétations une lecture d'économie politique du phénomène foncier. La rencontre de nos analyses avec certains concepts marxistes (capital, rente différentielle, accumulation, mode de production) provoque un élargissement progressif d'une problématique qui permettra ainsi ultérieurement de relier les préoccupations qui se dégagent ici avec d'autres perspectives. Ces perspectives seront plus largement abordées dans le bilan que nous tirerons de ces journées d'études, dans la troisième partie, en particulier le problème du contrôle de la force de travail dans l'Afrique contemporaine.

Grâce à ce rapport introductif et à la somme de travail que les membres du comité y ont consacré, des propositions précises permettaient d'ouvrir le débat dont rend compte, dans le chapitre 3, la synthèse d'E. Le Bris. Cette brève restitution des débats de la séance d'ouverture des journées d'études permet d'illustrer les faux problèmes et les vraies difficultés d'une analyse des rapports fonciers. Elle sert aussi de transition entre la problématique initiale du comité et l'approfondissement de ces enjeux qui résultera du programme de travail des commissions des journées d'études et des contributions de nos invités restituées dans la deuxième partie de cet ouvrage.

THE INITIAL STAKES*

Under the heading "The Initial Stakes" we are presenting a sample of texts which were issued in a file entitled "The problem of land-tenure in Black Africa" prior to the September 1980 seminar. The aim of the scientific committee which prepared these sessions was indeed to provide future participants with a coherent set of problems and hypotheses which could serve as a starting point for scientific exchanges. Thus we hoped to set forth common concerns which would permit the sharing of a common language and possibly of common explanations. To meet these aims the scientific committee followed two successive courses of action.

First, from March 1979 to April 1980, the committee prompted its members to write contributions so as to progressively bring out a pluridisciplinary approach to the land question. Working from a text by members of the Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, we first examined the different outlooks each discipline had on our scientific object and their attempts at defining the concept of "land-tenure"; accordingly, we realized that an exhaustive and unified definition of "land-tenure" would be illusory. In the introduction to our document, we therefore pointed out that this notion and/or term was used in our text in somewhat different meanings restricted ones for jurists, much broader ones for sociologists and economists.

Indeed, the difficulty of finding a common definition should not hide a more important obstacle that of finding a common way of approaching our object. At Mr. Frechou's proposition, it was decided to use as an axiom a definition of "land-tenure" as "the set of relations between people involved in the organization of space"; this then allowed us to choose among various possible interpretations what the practices pertaining to "land-tenure" reveal, as far as the comprehension of social organization is concerned.

This new perspective shed a different light on the contributions of the committee members. A new question came up: What is actually the current use of "land-tenure"? Then, this question was itself divided into two main subsidiary questions:

— "How did the notion appear in scientific literature?" The answer falls within the province of the sociology of knowledge and epistemology.

— "Secondly how is the notion used these days? In what speeches and to what aim?"

About ten contributions were presented and discussed within the framework of the reunions of the scientific committee. Some of them will be reissued subsequently, depending of the preparation of a common introductory report which the members of the committee worked on from April to June 1980.

The second step was for us to help materialize the idea of a joint scientific declaration, which the scientific committee would be accountable for. Strenuous work on the synthesis and the demands of our schedule prevented the whole of the participants from assuming collective responsibility for a text, which was to be both short (although it will be about 40 pages long) and chal-

* Traduit par Ch. Abel, professeur agrégé d'anglais.

lenging ; through this text, we wished to prompt discussion rather than impose any doctrine. Although this introductory report, which is presented in its original form in chapter 1, was signed by six of us, it was not disavowed by the other members of the committee. Following the introductory report, chapter 2 contains the reissue of five contributions. The first four shed a new light on the notion of "precolonial referent" as the standard explanation of the land-tenure systems which appeared in the heyday of colonial exploitation to justify foreign intervention in these systems. As is clearly underlined by the heading as well as the contents of these contributions, the authors aim was to make a critical inventory of the modes of appearance and reproduction of an explanatory method that pretends to have all the attributes of scientific work so as to better conceal its social, political and ideological functions.

An analysis of the conditions under which this "precolonial referent" appears and is used leads one indeed to question certain approaches and certain conventional interpretations but without prohibiting the possibility of reconstructing, on more "experimental" bases, the precolonial African land-tenure systems. We were all very anxious to emphasize the socio-political conditions under which this caricature of an explanatory method appeared, since our purpose was only to remove a major epistemological obstacle which hindered the progress of reflection.

This reflection, centered as it is on popular and administrative practices, local representations and community modes of action is viewed in a new light by a last paper by Ph. Haeringer, who sets forth "a pragmatic approach to land-tenure systems".

These explanations thus give greater insight into the initial issue at stake as put forward by the members of the scientific committee : To criticise our scientific practices in order to reveal the actual problems behind either shortcomings or superficiality. These problems should be tackled on different levels – local, national and international – with great respect for actual experience. With this end in view, we would do our best to give the most faithful account of this reality, confronting the various experiences of researchers, be they academics or working in the field, experts or working in government services, Africans or Africanists. Eventually, behind the notion of "free spaces" (which was quickly discarded), two main preoccupations cropped up.

– The first was to assess the capacities of intervention of the African State not by official speeches but by social practices observed "at ground level" in the slums as well as in the country.

– The second was to include in our interpretations a politico-economic approach to the land-tenure phenomenon.

The fact that our analyses meet up with some Marxian concepts, such as capital, differential rent, accumulation and mode of production, progressively broadens the scope of the problems which will later enable us to link the aforementioned preoccupations with other perspectives. These perspectives will be more extensively dealt with under the third heading and with the assessment of the seminar and in particular the problem of control of the work force in contemporary Africa.

The introductory report and the amount of work produced by the committee members, for which I, as the initiator of this project, greatly thank them, provided us with precise propositions with which to open the discussions. E. Le Bris gives the synthesis of these discussions in chapter 3.

This brief account of the discussions in the opening session of the seminar helps illustrate the non-issues as well as the real difficulties raised by the analysis of land-tenure. This analysis will also serve as a transition between the committee's initial approach and set of problems and the new scope which resulted from the programme of work adopted by the commissions in the seminar and from the contributions from our guests, which are related under the second heading.

études réunies et présentées par
E. LE BRIS, E. LE ROY et F. LEIMDORFER

**ENJEUX
FONCIERS
EN
AFRIQUE NOIRE**



TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|---|
| Préambule | 5 |
| Liste des membres du comité scientifique de préparation | 8 |

PREMIÈRE PARTIE

LES ENJEUX INITIAUX

Critiquer et dépasser une image caricaturale de l'Afrique noire précoloniale

| | |
|-----------------------------------|----|
| Introduction, par E. Le Roy | 11 |
| The initial stakes | 13 |

CHAPITRE I

Rapport introductif aux journées d'études, par J.-P. Chauveau,
J.-P. Dozon, E. Le Bris, E. Le Roy, G. Salem, F.-G. Snyder.

| | |
|--|----|
| 1. L'émergence de l'objet foncier dans la littérature administrative et scientifique | 17 |
| 2. L'actualité des problèmes fonciers en Afrique noire et les ques- tions qu'elle suggère | 26 |

CHAPITRE II

Approches thématiques

| | |
|---|----|
| 1. Le statut du foncier dans l'analyse de l'économie de plantation au Ghana, par J.-P. Chauveau | 45 |
| 2. Épistémologie du « foncier » dans le cadre des économies de plantation ivoiriennes, par J.-P. Dozon | 56 |
| 3. Le statut du foncier dans les études de terroirs menées par les géographes en Afrique de l'Ouest, par E. Le Bris | 61 |
| 4. Le régime foncier rural en Afrique noire, par C. Coquery-Vidrovitch | 65 |
| 5. Une approche pragmatique des situations foncières, par Ph. Haeringer | 84 |

CHAPITRE III

Première discussion générale sur le rapport introductif

| | |
|------------------------|----|
| 1. Interventions | 91 |
| 2. Débats | 92 |

DEUXIÈME PARTIE

L'APPROFONDISSEMENT DES ENJEUX

La terre dans les discours, les pratiques et les représentations de l'Afrique contemporaine.

| | |
|-----------------------------------|----|
| Introduction, par E. Le Roy | 97 |
|-----------------------------------|----|

CHAPITRE IV

Représentations autochtones de l'espace

| | |
|--|-----|
| 1. Représentations et organisations endogènes de l'espace chez les <i>Myene</i> du Gabon (Nkomi et Mpongwe), par P.-L. Agondjo-Okawe | 101 |
| 2. Lectures de l'espace africain, par Betote Dika Akwa Nya Bonanbela | 115 |
| 3. L'espace et l'organisation foncière toucouleur (Sénégal et Mauritanie), par M. Wane | 118 |
| 4. Rapports des débats, par P.L. Agondjo-Okawe | 120 |
| 5. Synthèse des débats, par E. Le Roy | 122 |
| 6. L'accès à la terre chez les paysans basundi (région du Pool, Congo), par D. Desjeux | 126 |

CHAPITRE V

La logique foncière de l'État depuis la colonisation

- | | |
|---|-----|
| 1. Le choix d'une problématique juridique, par R. Verdier..... | 133 |
| 2. L'expérience ivoirienne, par A. Ley..... | 135 |
| 3. L'expérience malienne, par A. Rochegude..... | 141 |
| 4. Rapport des débats, par A. Ley, A. Rochegude et R. Verdier.. | 148 |
| 5. Synthèse des débats, par E. Le Roy..... | 150 |

CHAPITRE VI

La rente foncière

- | | |
|---|-----|
| 1. Genèse de la rente foncière et du capitalisme agraire, par J. Charmes..... | 155 |
| 2. Rapport des débats, par F. Snyder..... | 163 |
| 3. Synthèse des débats, par E. Le Bris..... | 165 |

CHAPITRE VII

Agro-pastoralisme

- | | |
|---|-----|
| 1. Le processus juridique, les droits fonciers et l'aménagement de l'environnement dans un canton hausaphone du Niger, par J.-T. Thompson..... | 169 |
| 2. Les Leyde du Delta central du Niger : tenure traditionnelle ou exemple d'un aménagement de territoire classique, par S. Cissé | 178 |
| 3. Rapport des débats, par E. Grégoire..... | 189 |
| 4. Synthèse des débats, par E. Grégoire..... | 192 |
| 5. Évolution du régime foncier dans une société d'éleveurs nomades. Le cas des Twaregs Kel dinnik dans la région de Tahoua (Niger), par G. Lainé..... | 195 |
| 6. Un système de production agro-pastoral en crise : le terroir de Gourjae (Niger), par E. Grégoire..... | 202 |
| 7. Pastoralisme, agro-pastoralisme et organisation foncière : le cas des Peuls, par D. Kintz..... | 212 |

CHAPITRE VIII

La mise en place des réformes agrofoncières

- | | |
|--|-----|
| 1. Réflexions sur la réforme foncière sénégalaise de 1964, par M. Niang..... | 219 |
| 2. Le projet de la mise en valeur de la vallée de Baila en Basse-Casamance (Sénégal), par M. Diao..... | 228 |
| 3. La réforme agrofoncière au Togo, par K. Koffigoh..... | 240 |
| 4. La réforme agrofoncière et droit coutumier au Togo, par M. Foli..... | 253 |
| 5. Rapport des débats, par M. Foli..... | 263 |

| | |
|--|-----|
| 6. Synthèse des débats, par E. Le Roy | 264 |
| 7. Droit d'usage et propriété privée, par J.-M. Gastellu | 269 |

CHAPITRE IX

Les grands projets d'aménagement et de développement dans les domaines agricoles, forestiers, hydrauliques, miniers ou pastoraux.

| | |
|--|-----|
| 1. Transformations « dirigées » de l'espace agraire et réponses paysannes à la périphérie des lacs volta (Ghana) et kossou (Côte-d'Ivoire), par V. Lassailly-Jacob | 281 |
| 2. Grands projets de développement et pratique foncière en Côte d'Ivoire. L'exemple de l'opération San Pedro, par A. Schwartz | 293 |
| 3. L'aménagement du fleuve Sénégal et ses implications foncières, par J.-L. Boutillier | 301 |
| 4. Rapport des débats, par J.-P. Chauveau et G. Pontié | 308 |
| 5. Synthèse des débats, par E. Grégoire | 311 |
| 6. Organisation foncière et opération de développement. Le cas soninke du Sénégal, par J.-Y. Weigel | 315 |

CHAPITRE X

Politique foncière de l'État dans l'aménagement urbain

| | |
|--|-----|
| 1. Mimétisme et droit de la planification urbaine en Afrique noire, par M. Prouzet | 325 |
| 2. Objet d'une recherche sur les politiques foncières de l'État dans l'aménagement urbain, par A. Durand-Lasserve et J.-F. Tribillon | 330 |
| 3. Rapport des débats, par A. Durand-Lasserve, M. Prouzet et J.-F. Tribillon | 334 |
| 4. Synthèse des débats, par E. Le Bris | 336 |

CHAPITRE XI

Stratégies « privées » d'occupation de l'espace en milieu urbain et péri-urbain

| | |
|--|-----|
| 1. Stratégies populaires pour l'accès au sol dans la ville africaine, par Ph. Haeringer | 341 |
| 2. Stratégie spatiale et stratégie familiale : la volonté de maintien en centre ville (exemple dakarais), par G. Salem | 360 |
| 3. Rapport des débats, par E. Le Bris | 370 |
| 4. Synthèse des débats, par E. Le Roy | 372 |

TROISIÈME PARTIE

LES NOUVEAUX ENJEUX

Quels seront les rapports sociaux impliqués par l'espace à l'horizon de l'an 2000 ?

Introduction, par E. Le Roy 379

CHAPITRE XII

Discussion générale et bilan

1. Synthèse du débat de clôture, par E. Le Bris 381
 2. Bilan des journées d'études, par E. Le Bris et E. Le Roy 382

CHAPITRE XIII

La question foncière en Afrique noire

- Comment la « question foncière » est-elle abordée dans les discours sur l'Afrique noire à l'époque contemporaine ? 391
 — Le rôle central de l'État africain dans l'évolution contemporaine de la « question foncière » 392
 — Les enjeux de la « question foncière » à l'horizon de l'an 2000 395

ANNEXES

1. Liste des participants aux « Journées d'études sur les problèmes fonciers », Paris, 22-25 septembre 1980 401
 2. Liste des organismes et des sigles 405
 3. Index des noms de groupes et de lieux 407
 4. Index des concepts 413
 5. Liste des cartes et des figures 420

ÉDITIONS KARTHALA

Collection MÉRIDIDIENS

Christian RUDEL, *Guatemala, terrorisme d'État.*
Bernard JOINET, *Tanzanie, manger d'abord.*
Philippe LEYMARIE, *Océan Indien, le nouveau cœur du monde.*
André LAUDOUEZE, *Djibouti, nation-carrefour.*
Bernard LEHEMBRE, *L'Île Maurice.*

Collection LES AFRIQUES

Essedine MESTIRI, *Les Cubains et l'Afrique.*
I. MBAYE DIENG et J. BUGNICOURT, *Touristes-rois en Afrique.*
Carlos MOORE, *Fela Fela, cette putain de vie.*
Bernard LANNE, *Tchad-Libye : la querelle des frontières.*
J.S. WHITAKER, *Les États-Unis et l'Afrique : les intérêts en jeu.*
Abdou TOURÉ, *La civilisation quotidienne en Côte-d'Ivoire. Procès d'occidentalisation.*
G.R.A.A.P., *Paroles de brousse : Des villageois africains racontent.*
Jean-Marc ELA, *L'Afrique des villages.*
Guy BELLONCLE, *La question paysanne en Afrique noire.*
Collectif, *Alphabétisation et gestion des groupements villageois en Afrique sahélienne.*

Collection HOMMES ET SOCIÉTÉS

1. *Sciences politiques et économiques*

Abdoulaye Bara DIOP, *La société wolof.*
J.F. MEDARD, Y.A. FAURE et al., *État et bourgeoisie en Côte-d'Ivoire.*
Guy ROCHETEAU, *Pouvoir financier et indépendance économique en Afrique : le cas du Sénégal.* En coédition avec l'ORSTOM.
Collectif, *Enjeux fonciers en Afrique noire.* En coédition avec l'ORSTOM.

2. Histoire et Anthropologie

- Joseph AMBOUROUE-AVARO, *Un peuple gabonais à l'aube de la colonisation. Le bas Ogowé au XIX^e siècle*. En coédition avec le Centre de Recherches Africaines.
- Collectif, *La civilisation ancienne des peuples des Grands Lacs*. En coédition avec le Centre de Civilisation Burundaise.
- François GAULME, *Le pays de Cama. Un ancien État côtier du Gabon et ses origines*. En coédition avec le Centre de Recherches Africaines.
- Antoine GISLER, *L'esclavage aux Antilles françaises (XVII^e-XIX^e siècles)*.
- Juliette BESSIS, *La Méditerranée fasciste, l'Italie mussolinienne et la Tunisie*. En coédition avec les Publications de la Sorbonne.
- Yoro FALL, *L'Afrique à la naissance de la cartographie moderne (XIV^e-XV^e siècle)*. En coédition avec le Centre de Recherches Africaines.
- Zakari DRAMANI ISSIFOU, *L'Afrique dans les relations internationales au XVI^e siècle*. En coédition avec le Centre de Recherches Africaines.
- Louis NGONGO, *Histoire des Forces religieuses au Cameroun (1916-1955)*.
- Françoise RAISON (Et. réunies par), *Les souverains malgaches. Constructions monarchiques et réappropriations populaires*.
- Bakoly DOMENICHINI-RAMIARAMANANA, *Du Ohabolana au Hainteny : langue, littérature et politique à Madagascar*. En coédition avec le Centre de Recherches Africaines.

3. Langues et cultures

- Pierre DUMONT, *Le français et les langues africaines au Sénégal*. En coédition avec l'A.C.C.T.
- Philippe NTAHOMBAYE, *Des noms et des hommes. Aspects psychologiques et sociologiques du nom au Burundi*.

Collection RELIRE

- Eugène MAGE, *Voyage au Soudan occidental (1863-1866)*. Introduction d'Yves Person.
- David LIVINGSTONE, *Explorations dans l'Afrique australe et dans le Bassin du Zambèse (1840-1864)*. Introduction d'Elikia M'Bokolo.
- Ida PFEIFFER, *Voyage à Madagascar (1856)*. Introduction de Faranirina Esoavelomandroso.
- Victor SCHOELCHER, *Vie de Toussaint Louverture*. Introduction de J. Adélaïde-Merlande.

Collection LETTRES DU SUD

- Yodi KARONE, *Le bal des caïmans*.

Max JEANNE, *La chasse au racoon*.
Merle HODGE, *Crick crack monkey*.
Gérard CORPATAUX, *Voyage sans retour*.
Joël LUGUERN, *Les parasols de Danang*.
José LOUZEIRO, *Pixote ou la loi du plus faible*.

Collection DE CONTES

Gabriel MFOMO, *Soirées au village* (Cameroun).
Jacques PUCHEU, *Contes haoussa du Niger*.
Gabriel MFOMO, *Les initiés* (Cameroun).
Henri TOURNEUX, *Les nuits de Zanzibar* (contes swahili).
Marie-Paule FERRY, *Les dits de la nuit* (contes tenda du Sénégal).

Collection SARABANDE (livres pour enfants)

Chouka la mangouste antillaise (texte de Maryse Cériote et dessins de Bordeclerc).
Marcy DANS LEE, *Ibon, l'oiseau des Philippines*.

HORS COLLECTION

A.C.C.T./D.N.A.F.L.A., *Initiation à la linguistique africaine par les langues du Mali*.
ANSELIN (Alain), *La question peule et l'histoire des Égyptes ouest-africaines*.
MICHEL (Andrée) et Coll., *Femmes et multinationales*.
Collectif, *Culture et politique en Guadeloupe et Martinique*. En coédition avec le journal *Alizés*.
Collectif, *Études africaines en Europe*; Bilan et inventaire (2 tomes).
ZHEGIDOUR (Slimane), *La poésie arabe moderne entre l'islam et l'occident*.

POLITIQUE AFRICAINE (revue trimestrielle)

1. *La politique en Afrique noire : le haut et le bas*.
2. *L'Afrique dans le système international*.
3. *Tensions et ruptures politiques en Afrique noire*.
4. *La question islamique en Afrique noire*.
5. *La France en Afrique*.

6. *Le pouvoir d'être riche.*
7. *Le pouvoir de tuer.*
8. *Discours populistes, mouvements populaires.*

(Pour plus de précisions sur ces titres, demandez le catalogue complet des éditions Karthala : 22-24, bd Arago, 75013 Paris.)